

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 17/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Sté Méditerranéenne de Nettoyement**

Zone Garosud - 351 rue de la Castelle  
BP 25133  
34073 Montpellier

Références : UD34/H2/2023/201  
Code AIOT : 0006601121

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement Sté Méditerranéenne de Nettoyement implanté ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 Montpellier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sté Méditerranéenne de Nettoyement
- ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0006601121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) exerce une activité de tri de déchets d'activités économiques (DAE) dans le département de l'Hérault (34) au sud de la commune de Montpellier. Le site a été autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1994.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Vérification de la mise en place d'une réserve de sable meuble et sec

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve de sable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 9 relatif à la réserve de sable		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place le stock de sable demandé au titre de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réserve de sable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 relatif à la réserve de sable
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve de sable
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : [...] d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'une réserve de sable meuble sur le site.  Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions le sable stocké reste sec.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Réserve de sable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 relatif à la réserve de sable

Information confidentielle :